

## Bujumbura "satisfait des avancées" du processus du dialogue politique

@rib News, 06/09/2017 Source Xinhua Le ministre des Relations extérieures et de la Coopération internationale (MRECI, photo siège) du Burundi est "satisfait des avancées" du processus du dialogue politique interburundais au niveau de ses dimensions interne et externe, a déclaré dans une interview accordée à Xinhua Jean de Dieu Ndikumana, secrétaire permanent au MRECI. Ce processus, placé sous l'égide de la Communauté est-africaine (CEA) regroupant à ce jour six Etats (Kenya, Tanzanie, Ouganda, Burundi, Rwanda et Soudan du Sud), a été initié en janvier 2016 à la suite de la nouvelle crise électorale burundaise déclenchée le 26 avril 2015 et marquée par le coup d'Etat manqué du 13 mai de la même année.

En ce qui concerne le volet interne de ce processus, M. Ndikumana a signalé que le Burundi est arrivé au bout de ses conclusions dans la mesure où le rapport ad hoc a été présenté aux plus hautes institutions publiques via la présidence de la Commission nationale pour le dialogue inter-burundais (CNDI). En revanche pour le volet externe, a-t-il ajouté, le MRECI souhaite que celui-ci tire ses conclusions et se clôture rapidement "afin qu'une synthèse des deux parcours politiques soit faite dans l'intérêt supérieur de l'immense majorité du peuple burundais dont l'ultime aspiration est de vivre en permanence dans un environnement paisible, sûr et harmonisé avec le développement socio-économique national". M. Ndikumana a rappelé l'arrivée les 17 et 18 août de la délégation dirigée par l'ex-président tanzanien et médiateur dans le dialogue extérieur interburundais, Benjamin William Mkapa, pour s'enquérir sur l'état des lieux de l'évolution politico-sécuritaire burundaise, soit la dernière délégation du genre pour aboutir à des conclusions. Car, a-t-il expliqué, il s'avère "urgent et pertinent" de combiner les recommandations des deux volets du processus du dialogue interburundais, pour produire un rapport unique. Pour M. Ndikumana, sur le volet interne de ce processus, on ne relève à ce jour, aucun défi. "Son degré d'inclusivité a fait que toutes les sensibilités sociales, aussi bien des paysans que des ouvriers, ont obtenu des tribunes d'expression pour proposer leurs souhaits sur la gouvernance politico-économique et sociale burundaise, ainsi que des recommandations pour ressouder le tissu social burundais", a-t-il souligné. Sur la question de savoir si le Burundi en est avec les travaux de la commission nationale en charge d'amender la Constitution en vigueur du 18 mars 2005 dans le cadre de la mise en application des recommandations du dialogue intérieur interburundais, M. Ndikumana a indiqué qu'à ce jour, le MRECI n'est pas encore informé sur les étapes franchies par cette commission en la matière. Revenant au volet externe du dialogue interburundais en cours à Arusha depuis janvier 2016 sous une médiation conjointe de M. Mkapa et de l'actuel président ougandais, Yoweri Kaguta Museveni, M. Ndikumana a indiqué que le gouvernement burundais plaide sans cesse pour que cette médiation régionale "en finisse rapidement" avec ce dialogue. De la sorte, a-t-il renchérit, le gouvernement burundais peut planifier la vie du pays sans toutefois être bloqué par ce processus du dialogue externe et pourrait pour mieux se préparer aux prochaines élections de 2020. "Ce qu'on peut souligner à l'heure actuelle des choses, c'est qu'avec le dialogue intérieur, ça aura été la toute première fois dans les annales de l'histoire du Burundi, que le pays abrite un dialogue participatif d'une si forte représentativité de toutes les couches de la société burundaise, pour s'exprimer sur la gestion des affaires du pays au niveau politique et socio-économique", a-t-il souligné. Sinon, a-t-il noté, il faut attendre une mise en commun des recommandations issues des deux volets du processus du dialogue, pour pouvoir dégager l'intégralité des acquis du processus du dialogue interburundais. Au cas où des acquis préliminaires, a-t-il affirmé, on aura remarqué que ce processus aura été marqué par un "clan d'ouverture et d'inclusivité sur des questions sensibles jadis considérées tabous", ce qui constitue, à ses yeux, une fondation solide pour la construction burundaise dans les années à venir. Sur la question de savoir si le gouvernement burundais maintient jusqu'à ce jour sa position selon laquelle "il est hors de question que les présumés putschistes fassent partie des participants au dialogue interburundais", M. Ndikumana a indiqué que cette question est bien claire. "En effet, sur n'importe quel coin de la planète, on n'a jamais vu ou entendu où un putschiste peut s'asseoir sur la table ronde pour négocier les choses. C'est pourquoi, le MRECI s'aligne totalement à la position du gouvernement burundais dont il fait d'ailleurs partie, qui dit oui au dialogue inclusif, à l'exception de tous les individus poursuivis en justice, particulièrement pour leur participation à des actes de renversement des institutions élues par le peuple burundais", a-t-il affirmé. Avant tout, a-t-il insisté, les putschistes doivent répondre de leurs actes devant des instances judiciaires.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});